

## 2) SOCIALISME ET RELIGION : RELIGION, AFFAIRE PRIVÉE ? L'ANTICLÉRICALISME PROLÉTARIEN

Sous prétexte que « *la religion est affaire privée* », le socialisme va-t-il, après cela, refuser le combat contre les formes les plus insidieuses de la défense de classe de ses adversaires ?

Nous n'hésitons pas à dire qu'il y aurait là une véritable trahison des intérêts prolétariens.

Entendons-nous bien : aux idées, opposons des idées ! A la propagande, opposons la propagande ! Aux calomnies, aux déformations systématiques, aux caricatures grotesques de nos doctrines, opposons la simple vérité, les faits, les réalités, l'expérience sociale que nous vivons. C'est en ce sens que la classe ouvrière a besoin de la laïcité comme on a besoin d'air pour respirer.

Chaque fois que l'ouvrier syndicaliste ou socialiste aborde un travailleur non organisé et cherche à le persuader que son devoir est d'entrer dans son syndicat ou son parti de classe, il modifie dans une petite mesure un certain mode de pensée, un ensemble de concepts produits par l'éducation et le milieu. Le propagandiste réussira d'autant mieux que la nécessité de s'organiser aura déjà été dictée par l'épreuve même de la vie professionnelle ou politique courante. Et sans doute, le syndicaliste ou le socialiste dépasserait singulièrement son objectif, sa mission, ses obligations strictes, s'il mettait à l'adhésion du profane une autre condition que celle-ci : être décidé à participer, internationalement, à l'action de classe du prolétariat en lutte pour son émancipation. L'ouvrier entre, avec toutes ses idées, toutes ses croyances, cependant un peu modifiées (puisqu'il était inorganisé et qu'il devient organisé). Il participe à la vie des groupes; il apporte son originalité personnelle à l'élaboration des décisions. Qui donc oserait affirmer qu'au bout de quelques années de cette vie sociale intense, il conservera exactement la même vue sur les choses, le même système du monde, les mêmes appréciations des valeurs... Et s'il avait en lui, déposée par l'hérédité, cultivée par son enfance, une religion, qui donc oserait assurer que les actions entreprises, les lectures faites, les discours entendus, les arguments pesés et repesés n'auront pu modifier dans une certaine mesure cet ensemble pourtant placé volontairement hors de toute controverse ?

Allons donc ! Nous avons tous, nous, militants, une philosophie propre, un certain système de pierres de touches, une attitude mentale, si l'on préfère, qui nous permet de projeter sur les problèmes les plus variés et les plus délicats des instruments d'investigation renforcés chaque jour par l'action. Certes, il n'est pas possible d'imaginer, pour tous, et pour tous les problèmes, un langage commun, comme une sorte de mathématique supérieure, éliminant tout élément subjectif, et déterminant pour l'un quelconque d'entre nous, la règle précise d'action qui convient. Certes, il suffit qu'on jette dans le débat un de ces concepts Dieu, Esprit, Matière ! pour qu'aussitôt nos petits univers de conscience s'agitent dans tous les sens...

Mais de quel droit voudrait-on nous interdire de faire passer ces concepts, ces « *représentations collectives* », ces sortes de reflets, dans notre conscience des impératifs de la vie sociale, sous le même critérium que toutes les autres réalités? Une création de l'esprit n'est jamais qu'une création de la vie en société et par suite la plus pure des abstractions n'est pas sans lien avec une structure déterminée. Et si les méthodes de recherche et d'analyse que l'humanité s'est forgées nous paraissent efficaces, - méthode scientifique pour la maîtrise des forces naturelles, méthode marxiste pour la maîtrise des forces sociales, - pourquoi, de propos délibéré, ne les appliquerions-nous pas à tout ce qui nous entoure ? En d'autres termes, il y a bien, certes, une métaphysique, si l'on entend par là tout

ce qui semble situé en dehors de notre univers. Mais pourquoi vouloir que la classe prolétarienne, qui est ou qui doit être tendue vers l'action, perde des minutes précieuses à des problèmes sans aucun rapport avec son destin. Dieu?

Camarades, nous travaillons ensemble, dans nos syndicats et nos sections, en dépit de nos divergences de vue. Mais n'ai-je pas le droit de dénoncer la transcendance et la spiritualité factice de ce grand nom, qui n'est qu'un prétexte, ou qui en admettant qu'il ait une signification, n'apporte rien d'efficace à la besogne que nous avons entreprise en commun.

Quant à ceux des travailleurs qui demeurent en dehors de leur mouvement de classe, ceux qui restent la proie facile du cléralisme social, je me refuse à jouer avec eux le rôle indigne d'un recruteur sans probité. Il faut qu'ils sachent qu'en venant à nous, ils risquent de perdre la foi de leurs pères. Ils risquent, seulement, car nous connaissons d'excellents socialistes qui se sont construits un univers à eux, avec des interprétations religieuses solides, au moins de leur point de vue. Et ce qui prouve bien qu'il ne faut pas se méprendre sur la formule « *religion, affaire privée* », c'est qu'ils cherchent à nous faire admettre eux aussi, leur néo-christianisme socialiste. Mais nous ne pouvons pas éviter de démonter le mécanisme des institutions cléricales, exploitant odieusement le sentiment religieux pour les besoins de la classe dirigeante. Et il est également incontestable que le mouvement socialiste porte en lui ses propres idéologies, que la société socialiste créera de toutes pièces ses propres superstructures, par suite, que si quelque chose correspond, dans la société socialiste aux aspirations religieuses, rien ne permet d'affirmer qu'on y reconnaîtra les traits du christianisme vieillissant ou de tout autre confession. Je ne puis donc pas laisser ignorer aux ouvriers chrétiens que la douloureuse situation dans laquelle les place l'évolution sociale n'est pas le fait du socialisme : ils doivent, appelés par l'action de classe, rompre des liens traditionnels avec leur Eglise. Sinon, leur Eglise les force à nous combattre... et avec quelles armes empoisonnées ! Leur Eglise leur prêche la résignation... et ils sentent bien que c'est un moyen pour elle de consolider l'ordre social actuel. Leur Eglise place la solution du conflit social en dehors des deux classes antagonistes, dans le règne du Christ. Mais nous ne pouvons pas taire notre certitude : ce sont les travailleurs eux-mêmes qui accompliront leur libération.

Leur Eglise organise un mouvement syndical, mais nous avons vu que c'était dans un esprit de collaboration. Un récent texte, tiré du fameux procès entre l'abbé Bouët et l'Ouest-Eclair en donne une nouvelle preuve décisive :

*« L'Eglise veut que ces associations syndicales soient établies et régies selon les principes de la foi et de la morale chrétienne, qu'elles soient des instruments de concorde et de paix, des moyens d'action dans le bien de la charité chrétienne et pour cela, elle suggère, elle préconise l'institution de commissions mixtes pour faire la liaison entre patrons et ouvriers.*

*Les associations catholiques, dit le cardinal Guaparrì, doivent non seulement éviter mais combattre la lutte de classes comme essentiellement contraire aux principes du christianisme... »*[\(1MP\)](#) .

Leur Eglise organise, sous nos yeux, une force politique de premier ordre, qui fait et défait les gouvernements, jette sa masse de manœuvre dans les élections, sur tel ou tel candidat qui lui donne des garanties.

Le document ci-dessus est à ce sujet rempli de prétentions révélatrices concernant le domaine politique. L'hypocrisie pontificale, qui affirme que l'Eglise est « *en dehors et au-dessus des partis* », y éclate à chaque ligne : « *Le devoir d'union se traduit par l'obligation de voter pour le candidat officiellement désigné par l'autorité ecclésiastique... C'est un droit pour elle d'imposer un candidat d'union... Ce serait une erreur de croire que, dans ce cas où l'Eglise exerce son pouvoir indirect sur le temporel, il s'agit d'un simple conseil ; c'est au contraire un prétexte formel qui oblige en conscience, sur ce point les catholiques doivent faire preuve d'une parfaite obéissance à l'autorité ecclésiastiques on à ses mandataires...* » [\(2MP\)](#).

Leur Eglise se sert d'eux pour maintenir un régime d'exploitation qui les écrase et les révolte. Comment peuvent-ils l'admettre ?

Et voici peut-être où se dresse clairement la meilleure ligne de démarcation entre eux et nous c'est dans la politique scolaire.

L'Eglise affirme qu'il n'est pas de vie morale sans religion. Elle revendique la direction de l'éducation à tous les degrés.

La classe ouvrière au contraire, bénéficiaire naturelle d'une longue évolution qui a sécularisé successivement la pensée, l'état civil, l'Etat, l'Ecole, ne conçoit pas d'autre éducation possible que laïque

Pense-t-on sérieusement qu'il pourrait être indifférent aux prolétaires de subir l'éducation cléricale ou de recevoir l'éducation laïque ?

Que l'on songe au degré de servitude auquel peut tomber un travailleur lorsqu'à l'exploitation économique dont il est l'objet se superpose une spoliation plus révoltante, si possible, de son esprit !

Voici par exemple une anecdote authentique : un militant socialiste a réuni dans un village, une trentaine d'hommes et commence son exposé habituel. Soudain, un grand gaillard en soutane fait irruption dans la salle, tenant dans ses bras un énorme Christ : « *Comment ? malheureux ! crie-t-il en dialecte. Vous osez écouter cet homme ! Ignorez-vous donc qu'il a crucifié celui-ci ? (et il montre le christ) Rentrez chez vous ! Fuyez le !* » La réunion socialiste est immédiatement terminée, la salle se vide en un clin d'oeil.

Certes, le jeu serait facile, mais il serait cruel, d'ironiser sur de tels esclaves. Nous ne verserons pas dans certain anticléricalisme jacobin qui n'a de saveur qu'à l'adresse des puissants, figés dans la croyance à des sorciers ou pratiquant des rites de magie pour des raisons de prestige et d'amour-propre. Mais les travailleurs courbés sous la discipline cléricale ne peuvent pas s'évader de leur misère. Ce n'est pas une attaque de front (véritable guerre de religion entre prolétaires, la plus absurde et la plus révoltante des guerres), c'est par d'autres méthodes qu'il faut aider à leur libération.

On devine comment : par la laïcisation totale de l'éducation à tous les degrés. Les progrès de la conscience prolétarienne dans son ensemble doivent aider à triompher, dans les régions déshéritées, du fanatisme encore vivace des cléricaux.

Tout ce qui sera, dans le mouvement ouvrier, favorable à cette laïcisation sera vraiment gagné par l'action de classe. Tout ce qui résistera demeurera en marge du mouvement ouvrier. Il ne s'agit plus désormais d'affirmer la puissance d'une explication théologique des choses ou de contester tout lien logique entre le matérialisme économique et le matérialisme philosophique. Il faut agir et agir en fonction d'une certaine appréciation des institutions. Le travailleur chrétien va-t-il exiger me école chrétienne ? Et alors il accepte de livrer son enfant à la servitude. Car l'enseignement clérical est nettement tendancieux et il se dispose, par ses organisations « *connectives* » à enrégimenter l'enfant contre sa propre classe.

Mais le prolétariat ne pourra cesser de revendiquer la laïcisation de l'enseignement, comme moyen d'armer les jeunes générations contre tous les dogmatismes. Sans doute, l'Eglise criera au scandale. L'ordre social sera menacé. La morale sera ruinée. Pourtant tous les jours, répétons-le, les militants donnent la preuve, par leur abnégation, leur esprit de sacrifice, d'une supériorité morale incontestable sur certains milieux dirigeants et bien-pensants. Quant à l'ordre social, il est menacé par le propre mouvement de l'histoire et il importe que la classe révolutionnaire qui en traduira les nécessités soit cultivée et préparée à tous les changements possibles dans la manière de voir. Cette mobilité intellectuelle, cette relativité permanente des idées, cette culture de l'esprit critique, seule l'Ecole laïque peut les fournir aux générations à venir.

A condition naturellement qu'elle soit laïque, elle aussi, sans aucune réserve ni réticence, c'est-à-dire inspirée par le souci constant de la vérité scientifique et des exigences de la vie sociale.

Si des catholiques croient sincèrement à la possibilité de concilier leurs croyances et les exigences de l'action socialiste, ils seront amenés tôt ou tard à rompre le cercle de servitude où l'Eglise les avait enfermés. Ils iront alors rejoindre les groupes divers de chrétiens socialistes partiellement libérés dont la position philosophique, très respectable, n'a aucune chance d'être jamais généralisée. Pour eux, on peut admettre que la religion demeure une « *affaire privée* » car leur évolution naturelle n'a pas une importance considérable dans la libre détermination de l'action collective. Mais pour les systèmes de croyance rattachés à l'institution cléricale. Limitant, par suite, la liberté d'action des fidèles, non, le socialisme ne peut pas admettre que la religion est affaire privée.

Marx a d'ailleurs vivement critiqué cette formule de Görter. On pourrait sans doute la comprendre, bien logiquement, comme un réflexe de défense des prolétaires à qui un régime politique oppressif voulait imposer une autre religion que la leur. En ce cas, elle signifie : « *Laissez-moi libre de choisir ma religion* ». Elle n'a plus le même sens si, au sein du mouvement socialiste, elle permet de contrarier plus ou moins directement l'effort d'éducation nécessaire, la rupture de solidarité avec tout l'appareil idéologique utilisé par la bourgeoisie.

Donc, une éducation laïque, une philosophie matérialiste, une conception de la liberté qui signifie une conscience claire des déterminismes mis en jeu, telles sont les directions vers lesquelles semble s'orienter le mouvement socialiste. Non pas antireligieux mais areligieux. Non pas « *laïciste* », mais intégralement laïque. Non pas persécuteur, mais décidément persuasif, propagandiste et militant.

Sur tous ces points, l'effort socialiste rencontre la volonté obstinée de l'Eglise qui veut lui barrer la route. Conséquence du phénomène fondamental qui oppose des forces de perturbation et de transformations sociales à des forces de conservation de l'ordre social. Ni en théorie, puisque la religion exprime un besoin de conservation des valeurs, ni en fait puisque la lutte se déroule sous nos

yeux, on ne peut donc nier l'existence d'un véritable anticléricalisme prolétarien, on ne peut admettre, comme règle générale, que la religion soit une affaire privée.

**Notes :**

(1MP) Documentation catholique, p. 674, 14 mars 1931. Extrait du jugement de l'officialité de Rennes, confirmé par la Rote romaine (Cour d'appel au Vatican).

(2MP) Id., p. 684.